

—On mande de Tunis, en date du 15 mai dernier, que l'affaire de Sardaigne est définitivement réglée. Par suite de cet arrangement, le Bey vient de dissoudre le rassemblement de troupes qu'il avait formé à sa Mohamédie : Tout a repris son aspect ordinaire.

*Mort de Mgr. le duc d'Angoulême.*—Encore une royale tombe ouverte dans l'exil ! L'aîné des Bourbons, l'auguste héritier de Charles X, Louis-Antoine de France, n'existe plus ! Après avoir lutté longtemps contre sa maladie avec un héroïsme tout chrétien, avec une résignation et une vertu qui l'ont montré le digne descendant de Saint-Louis, il s'est éteint le 3 juin, au milieu de sa famille, à dix heures et demie du matin.

FRANCE.

—Le *Morning-Post* publie la lettre suivante, adressée par M. le duc de Bordeaux aux députés légitimistes, après leur réélection :

"Goritz, le 19 mars 1844.

"Messieurs, j'ai été informé de votre réélection à la Chambre des Députés, et j'ai hâte de vous dire combien je me réjouis de ce résultat et de vous offrir mes félicitations. C'eût été pour moi un sujet intarissable de poignants regrets, si la visite que vous m'avez faite, pendant mon séjour à Londres, eût eu pour résultat de priver la France des services d'aussi dignes défenseurs de ses intérêts. Je suis heureux et reconnaissant de ce que les électeurs des villes de Marseille, Toulouse, Montpellier, Doullens et Ploërmel aient fait un si noble acte de justice, et aient si habilement réfuté les calomnies qu'on a fait circuler touchant mon voyage en Angleterre et la visite que vous m'avez faite à Londres. Tous ceux qui sont venus me voir durant mon court séjour dans la capitale de l'Angleterre savent fort bien qu'il n'est pas sorti une syllabe de mes lèvres qui n'ait exprimé un ardent désir pour le bien-être et le bonheur de la France.

"Le sentiment de générosité qui a porté les hommes honorables qui ne partagent pas encore toutes nos convictions à se rallier autour de nous, dans cette circonstance, doit nous inspirer un nouvel espoir que le jour de conciliation, où les hommes honnêtes et sincères de tous les partis et de toutes les opinions, abjurant ces divisions qui les ont si longtemps éloignés de nous, se réuniront de bonne foi sur le terrain du principe monarchique et des libertés nationales pour défendre et servir notre commune patrie. HENRI."

*A Messieurs Berryer, Blin de Bourdon, de Lacry, de Larochejacquelein et de Valmy.*

ESPAGNE.

—Une correspondance fort détaillée, que nous recevons aujourd'hui même d'Espagne, nous permet de donner quelques renseignements sur l'état de l'opinion dans ce pays. On s'étonnait à Madrid de l'acceptation du marquis de Viluma, chargé, dans le nouveau cabinet, du portefeuille des affaires étrangères. M. de Viluma ne cache point ses doctrines hautement monarchiques. Sur les questions religieuses, il professe aussi des idées fort opposées à celles qui ont eu cours dans la révolution. C'est d'ailleurs un homme d'un caractère fier, d'une éducation distinguée, d'une réputation brillante et intacte, dans toute la vigueur et la maturité de l'âge. On se demande comment, avec ces avantages, M. de Viluma a pu accepter de faire partie d'un ministère présidé par Narvaez, par un homme qui a donné tant de gages à la révolution, et dont l'esprit dominateur ne permet guère aux tendances divergentes de prendre place à côté de lui. On ne peut s'empêcher de croire que M. de Viluma, avant d'accepter le ministère, a obtenu de fortes transactions en faveur de son opinion.

Le voyage de la Reine à Barcelone donne lieu aussi à de nombreux commentaires. Le général Narvaez accompagne la Reine et le marquis de Viluma doit rejoindre la Cour à Barcelone. On sait que cette ville a eu depuis plusieurs années le privilège de trancher toutes les situations politiques. Depuis la déroute des *centralistes*, et le triomphe définitif du parti modéré, Barcelone est devenue un foyer actif de réaction dans le sens monarchique et religieux. Si nos lecteurs ont bonne mémoire, ils se rappelleront que, dès l'année 1842, et pendant tout le cours de l'année suivante, on a vu l'opposition de Barcelone contre le joug d'Espartero revêtir peu à peu un caractère anti-révolutionnaire qui nous faisait dès lors espérer les événements dont nous avons été et dont nous sommes encore les témoins. Dans les dernières élections, l'opinion monarchique a eu complètement la victoire à Barcelone. Dans ce moment, cette ville rédige des pétitions pour demander la restitution des biens ecclésiastiques à l'Eglise : et c'est cette ville qui est choisie pour point de ralliement entre Viluma et Narvaez. Ces deux ministres vont escorter ensemble la jeune Reine à travers les froids de la plus ardente population de l'Espagne, qui demande qu'on frappe le dernier coup sur la révolution, qu'on tranche toutes les difficultés d'une situation précaire, qu'on inaugure l'établissement du nouveau cabinet par des coups d'éclat capables d'imposer un éternel silence aux fractions.

Après avoir parcouru la Catalogne, la Cour se rendra dans les provinces basques. Là un peuple que rien n'a pu reconcilier avec la révolution entourera la Reine d'hommages suspects. Le cri de : *Vivent les fueros !* va peut-être ébranler de nouveau les montagnes. La plupart de ceux qui regarderont passer la fille de Ferdinand VII ont perdu un père, un frère dans les rangs carlistes ou dans les misères de l'exil. Tout ce peuple s'est soumis, mais avec des conditions qui n'ont point été tenues ; et la jeune Reine n'aura, pour s'appuyer contre les démonstrations de ces provinces, qu'un général dont le nom est associé à leurs plus douloureux souvenirs.

Ces circonstances, ces périls ont dû être pesés dans le conseil de la Reine. Par quelle sagesse contiendra-t-on la turbulente adhésion de Barcelone ? par

quel prestige étouffera-t-on la clameur des provinces basques ? Ce plan du voyage de la Reine, le rendez-vous donné à Barcelone au marquis de Viluma, mille rumeurs répandues dans le public font croire que les provinces du nord de l'Espagne, si ce n'est la ville même de Barcelone, pourront être témoins de quelques événements importants suscités du fond même du cabinet de la Reine.

Il est question de l'arrivée du comte de Trapani à Barcelone ; mais qu'est-il besoin d'un enfant napolitain de plus dans cette famille d'enfants et de femmes ? Un autre prétendant continue de préoccuper les imaginations : le jeune fils du D. Carlos, dans le même costume des montagnards, de ces soldats qui sont tombés par milliers sous le drapeau de son père, viendrait offrir sa main à la jeune Reine. L'Espagne populaire et catholique serait saisie de joie ; le Trône deviendrait en un instant redoutable ; les questions de liberté seraient d'abord couvertes par l'enthousiasme monarchique ; le lendemain, elles viendraient réclamer un appui auprès du sceptre même, définitivement supérieur aux tyrannies de l'anarchie.

Tels sont les bruits publics, contradictoires, incertains, s'exerçant sur des prévisions immenses. Tout le monde en Espagne se sent encore placé sur le cratère d'un volcan. A Madrid, où les passions révolutionnaires ont été instituées en gouvernement, ces passions continuent de vivre, plus ardentes que partout ailleurs ; elles rentrent dans la presse avec une sourde fureur ; l'ordre, la fortune, la vie des citoyens se croient de nouveau menacées par elles, et invoquent un salut qu'elles ne savent de quel côté attendre. M. Pidal, ministre de l'intérieur, resté à Madrid avec ses trois collègues Mayans, Mon et Armero, n'a point encore acquis la réputation d'*homme d'action*, qui doit être si fort prisee par un peuple en péril. Et cependant les yeux se tournent sans se décourager vers l'avenir ; on veut se sauver, on imagine toute sorte de combinaisons ; on attend du hasard ou du ciel une inspiration, un miracle.

Nous ne tarderons pas à donner, d'après ce correspondant, des nouvelles sur la situation des affaires religieuses dans le même pays. *Univers.*

ÉTATS-UNIS.

—Mardi de la semaine dernière, le feu a consumé à Boston des propriétés au montant 150,000 piastres, et a causé la mort de deux personnes.

—Un grand incendie a eu lieu, il y a quelques jours, à Hudson dans l'état de New-York. Les dommages sont évalués à plus de 100,000 piastres. Le feu fut mis par une flammèche échappée du tuyau d'un bateau à vapeur. *Canadien.*

—Une poudrière a sauté, il y a quelques jours, à Burlington (Vermont), et a tué trois jeunes gens qui voulaient se procurer l'emusement d'un feu d'artifice. *Idem.*

—Une explosion de bateau à vapeur a eu lieu dernièrement au Détroit. La chaudière du *Général Vance*, bateau à haute pression, a crevé, et le capitaine Woodworth, son commandant, fils du propriétaire du Steamboat-Hotel, le major Truax, de Truango, et trois autres personnes ont été tués. *Idem.*

—On lit dans le *Courrier des Etats-Unis* du 27 juin :

"A mesure que s'approche l'époque fixée pour la prochaine élection présidentielle, les symptômes avant-coureurs de la tempête électorale se multiplient et grossissent au point que l'on croirait voir se préparer, non pas une lutte constitutionnelle qui doit, comme d'ordinaire, décider lequel des deux partis whig ou démocrate, régnera pendant quatre ans à la White House, mais bien une convulsion révolutionnaire qui menace d'ébranler les fondemens, de briser les liens de l'Union fédérale. Il ne faut pas trop s'effrayer de ces menaçans pronostics, qui ne manquent jamais de surgir ainsi tous les quatre ans, lorsque le choix d'un nouveau président appelle sur le même terrain toutes les fractions de l'immense corps électoral, qui pour les autres élections, sont habituées à combattre dans un cadre étroit où ne peuvent guère s'agiter que les passions et les intérêts locaux. Lorsque toutes ces légions, qui luttent d'ordinaire isolément, se partagent pour se ranger, de tous les points de l'Union, sous deux drapeaux ennemis, pour se former que deux camps, il est impossible que ce mouvement général ne cause pas une vaste agitation, un bruit immense ; il en a toujours été ainsi, comme aujourd'hui ; et aujourd'hui, comme toujours, nous en avons la confiance, ce ne sera que de l'agitation et du bruit.

Aujourd'hui, le terrain de la lutte électorale s'est largement agrandi, il débordé la constitution ; au lieu de se battre pour elle, c'est contre elle que semblent vouloir s'insurger à la fois whigs et démocrates. Les premiers, en effet, ont déjà porté une fatale atteinte à la constitution, lorsqu'ils ont mené et conclu une alliance avec le nouveau parti des Américains nés, qui ne veulent rien moins que l'abrogation des franchises solennellement garanties par l'Union fédérale à ses enfans adoptifs, et qui veulent, en outre, faire de telle ou telle croyance religieuse un prétexte de proscription politique. Nous nous préoccupons fort peu des velléités d'oppression dont le notivisme est animé à l'égard de l'immigration, car nous avons trop confiance dans le loyalisme et dans le bon sens du peuple américain, pour croire qu'il consente jamais à se flétrir lui-même dans son origine, à se paralyser dans son avenir en proclamant vicieuses et en déchirant les lois qui, le prenant à son berceau, l'ont fait si rapidement passer de l'enfance à la virilité, de la faiblesse à la puissance. Mais nous nous alarmons beaucoup plus de voir les américains nés mettre à profit le hazard qui fait que, dans la population de provenance étrangère, le catholicisme est la religion dominante, pour s'efforcer de mêler les passions religieuses aux passions politiques. Ces conflits